



COMMUNIQUÉ DE PRESSE CGT CHÔMEURS ET PRÉCAIRES PARIS

STOP AUX FORMATIONS BIDONS

En décembre 2021, un groupe de stagiaires effectuant une formation au titre professionnel d'agent magasinier au sein de l'organisme de formation professionnel privé Solidarité et Jalons pour l'emploi (SJT) dénoncent la mauvaise qualité de leur formation d'agent magasinier. La formation est financée par Pôle Emploi au titre de la réinsertion et de la reconversion professionnelle des privés d'emploi.

Ils dénoncent, entre autres, de mauvaises conditions de formation (manque de salles, matériel insuffisant pour l'ensemble des stagiaires, harcèlement moral de la part de l'équipe de direction, mauvaise gestion d'un cluster pendant la pandémie, etc.), de trous dans leur formation du fait d'un manque récurrent de formateurs qualifiés et la mauvaise qualité du contenu pédagogique qui ne les prépare pas au métier visé.

Soutenus par la CGT, de multiples démarches ont été effectuées depuis décembre par les stagiaires auprès de la direction de SJT, de Pôle Emploi, de la Région et de l'Inspection du Travail (DRIEETS) pour régler l'ensemble des dysfonctionnements. Cependant, aucune solution n'a été trouvée : SJT possède les certifications lui permettant d'obtenir des financements publics et Pôle Emploi et la Région continuent de lui envoyer des stagiaires et de lui payer des formations.

En février 2022, d'autres stagiaires chez SJT rencontrant les mêmes problématiques sont à leur tour entrés dans la lutte. Ils revendiquent une formation de qualité les menant vers un emploi stable, soulignant le fait que nombre d'entre eux se sacrifient pour pouvoir suivre cette formation et trouver un emploi, leur allocation de Pôle Emploi ne dépassant pas les 600 euros par mois. À leurs demandes et démarches, la direction de SJT n'a répondu que par des pressions, des injonctions au silence, allant même jusqu'à préférer des menaces de procès en diffamation.

La situation que rencontrent les stagiaires de SJT n'est pas un cas isolé : de très nombreux organismes privés dispensent des formations de très mauvaise qualité et ne sont presque jamais sanctionnées par les pouvoirs et institutions publiques, leurs principaux financeurs. Ces dérives se sont notamment accentuées avec la monétarisation des droits à la formation depuis la loi « pour la liberté de choisir son avenir professionnel » et qui a transformé la formation professionnelle continue en un véritable business juteux !

Face à l'inaction, voire la complicité de l'Etat et ses institutions devant les abus des organismes de formation privés, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. C'est pourquoi, la CGT a décidé de mettre en lumière le scandale de la formation professionnelle en France en lançant une grande campagne de témoignages sur les abus des organismes de formation privés : « Stop formations bidons » et d'exiger la mise en place d'un véritable service public de la formation professionnelle, géré par les travailleurs et les usagers.

Contacts Presse

Mohamed Bello, Stagiaire SJT CGT : 06 36 11 10 36

Pierre Garnodier, Secrétaire CNTPEP CGT : 06 14 54 55 66